Repenser l'élite politique au Cameroun : entre héritage colonial, réseaux de pouvoir et enjeux de développement

Stève ONDOUA SAMBA
Université de Yaoundé-Cameroun
ondouasambasteve49@gmail.com

Résumé

Cet article propose de repenser l'élite politique au Cameroun à l'aune de ses mutations depuis 1990. Héritière d'un moule colonial centré sur l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ENAM et d'une logique de politique du ventre (Bayart, 1993), l'élite politique camerounaise ne monopolise plus le pouvoir. L'introduction du multipartisme, l'ajustement structurel et la mondialisation ont entrainé une pluralisation des voies d'accès au pouvoir : élites économiques privées, élites diaspora transnationales, élites numériques, élites religieuses et générationnelles. Cette diversification ouvre le jeu politique mais ne rompt pas avec les logiques de captation des rentes et de redistribution clientéliste. L'article montre que l'enjeu actuel n'est plus d'identifier « qui est l'élite », mais de définir « quelle élite pour quel projet » à l'horizon de la stratégie nationale de développement 2030-2035. Face à une crise de légitimité et une demande croissante de redevabilité de la part des « sans-élites », il plaide pour l'émergence d'une élite de service public, de circulation générationnelle et de responsabilité territoriale. Repenser l'élite politique camerounaise revient finalement à repenser le pacte entre ceux qui décident et ceux qui subissent les décisions.

***Mots clés** : Élite politique ; Postcolonial ; Politique du ventre ; Diaspora ; Gouvernance ; SND30*

Abstract

This article rethinks the political elite in Cameroon in light of its transformations since 1990.Heir to a colonial mold centered on the National School of Administration and Magistracy and to a « politics of the belly » logic (Bayart, 1993), the Cameroonian political elite no longer monopolizes power.The introduction of multipartyism, structural adjustment, and globalization have led to a pluralization of pathways to power : private economic elite, transnational diaspora elite, digital elite, religious and generational elite.This diversification opens the political game but does not break with logics rent capture and clientelist redistribution. The article shows that the current challenge is no longer to identify « who the elite is », but to define « which elite for which project » in line with the National Development Strategy 2030-2035. Faced with a legitimacy crisis and growing demands for accountability from the « non-elites », it advocates for the emergence of a public service elite, based on generational

circulation and territorial responsibility.Rethinking the Cameroonian political elite ultimatelymeans rethinking the pact between those who decide and those who endure the decisions.

***Keywords** : Political elite ; Postcolony ; Politics of the belly ; Diaspora ; Governance ; NDS30*

Introduction

Pendant des décennies, l'élite politique camerounaise s'est pensée comme une élite d'Etat, recrutée par le biais de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), cooptée par le parti unique, Union Nationale Camerounaise (UNC) et légitimée par sa maîtrise des rouages administratifs hérités de la France. Ce modèle, longtemps stable, montrait l'Etat comme le principal ascenseur social. Pourtant, depuis les années 1990 et l'ouverture politique, cette définition vacille. La libéralisation économique, l'essor de la diaspora, la montée des réseaux informels et l'irruption des jeunes générations ont pluralisé les voies d'accès au pouvoir. L'élite politique n'est plus seulement celle qui siège au palais de l'Unité, elle se joue aussi dans les réseaux d'affaires, dans les associations nationales et diasporiques, et même sur les réseaux sociaux. Entre héritage colonial qui structure encore les concours et nominations, logiques de réseaux qui règnent sur la cooptation réelle, transnationalisation et impératif de développement affiché dans la Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 (SND30), l'élite politique camerounaise se retrouve prise dans une tension Bayart, (1993) ; Mbembe, (2001). C'est cette tension qui justifie de « repenser » l'élite politique camerounaise aujourd'hui. Comment définir un groupe qui cumule héritage bureaucratique, capitale relationnelle et nouvelle forme de légitimité ? Quel rôle jouent-elles réellement dans la fabrique des politiques publiques face aux défis urbains, aux inégalités croissantes et à la demande de redevabilité ? Pour répondre à ce questionnement, la présente étude s'appuie sur une approche mixte de collecte des données qui associe les techniques quantitatives et qualitatives. La théorie retenue pour une meilleure congruence avec cet article est celle de la reconversion et reconfiguration des élites de Jean-François Bayart. Notre plan de travail consistera à traiter dans un premier moment de l'héritage colonial et des définitions classiques de l'élite d'Etat. Nous analyserons ensuite les mutations et recompositions

qui redessinent ses contours depuis 1990. Enfin, nous interrogerons les enjeux de cette redéfinition.

I- L'élite camerounaise : héritages et définitions classiques en crise

I-1- L'héritage colonial et la fabrique de l'élite d'Etat

L'élite politique camerounaise actuelle porte encore les stigmates de sa genèse coloniale. Sous administration française puis britannique, le Cameroun a vu émerger une première catégorie d'«évoluées» : une minorité alphabétisée formée dans les écoles de mission et les établissements coloniaux, sélectionnée pour servir d'interface entre le colonisateur et les populations. Cette élite d'intermédiaires n'était pas conçue pour gouverner, mais pour exécuter. Son rôle : traduire, recenser, collecter l'impôt, et transmettre les ordres. Le critère central n'était pas la représentativité, mais la loyauté et la maitrise du français ou de l'anglais administratif.

Après l'indépendance en 1960 ce modèle est resté intact, il a même été renforcé. L'Etat postcolonial camerounais a repris à son compte la logique coloniale de sélection. L'ENAM, crée en 1959, devient la matrice principale de reproduction de l'élite administrative politique Sindjoun, (1999). Concours, classement, affectation : le parcours est codifié. Pendant quarante ans, réussir l'ENAM équivalait à entrer dans l'élite. L'Etat se pose alors comme l'unique ascenseur social légitime. Cette élite d'Etat se caractérise par trois traits hérités du modèle colonial, il s'agit de, la centralité bureaucratique : Ici, le pouvoir se mesure à la position occupée dans l'appareil d'Etat. Dans ce contexte, Ministres, Secrétaires Généraux, Préfets sont alors tous des élites. Le secteur privé reste secondaire. Le modèle est celui de l'Etat bureaucratique centralisé hérité de la colonisation française, où l'accès à l'Etat donne accès à la richesse et au statut Médard, (1991). La logique de cooptation verticale : À ce niveau, l'avancement dépend moins de la compétence affichée que de la proximité avec le chef, de l'appartenance à un réseau, de la fidélité au parti au pouvoir, héritage direct du commandement colonial. La culture de l'orthodoxie administrative : L'élite se définit par sa capacité à appliquer les procédures, les notes de service, le respect de la hiérarchie. La rupture ou l'innovation sont suspectes.

Ce modèle a produit une stabilité remarquable mais aussi une déconnexion. L'élite formée à l'ENAM parlait le langage de l'Etat, pas celui des territoires. Elle administrait plus qu'elle ne représentait. C'est ce décalage qui explosera dans les années 1990 avec la contestation du multipartisme et l'émergence de contre-élites. En somme, pour comprendre l'élite politique camerounaise d'aujourd'hui, il faut partir de ce moule colonial : une élite pensée comme bras armé de l'Etat, recrutée par concours, et légitimée par le diplôme plutôt que par le vote ou la performance.

I-2- Les grilles d'analyse traditionnelle et leurs limites

Pour penser l'élite politique camerounaise, la science politique a longtemps mobilisé trois grilles d'analyse importées d'Europe et des Etats-Unis. Ces grilles bien qu'elles ont éclairées pour un moment, butent aujourd'hui sur la réalité camerounaise :

- L'élite bureaucratique : la thèse de l'Etat-noyau

Selon cette grille, l'élite est formée des hauts fonctionnaires qui contrôlent l'Etat. Au Cameroun, cette thèse s'est vérifié jusqu'aux années 1980. Les ministres, directeurs généraux, secrétaires généraux de ministères formaient un cercle fermé, interchangeable, issus de l'ENAM. Le pouvoir politique se confondait avec le pouvoir administratif. La limite de cette grille est qu'elle ne voit pas l'élite hors de l'Etat. Elle ignore les hommes d'affaires, les leaders religieux, les grands-hommes locaux qui influencent les décisions sans cartes de ministre.

- L'élite économique : la thèse des capitalistes d'Etat

Avec les travaux sur la « politique du ventre », Bayart, (1993), on a compris que l'élite politique camerounaise cumule pouvoir et accès à la rente. Pétrole, bois, marchés publics, foncier : l'Etat est le distributeur des ressources. L'élite politique devient donc une élite économique par captation. L'accès aux partis politiques, en l'occurrence le parti au pouvoir devient le principal canal de cooptation Takougang et Krieger, (1998). La limite de cette grille est qu'elle réduit l'élite à une logique d'accumulation. Elle explique la nature de leur richesse mais pas le pourquoi de leur non légitimité aux yeux de certains. Elle sous-estime aussi l'élite intellectuelle et morale qui ne cherche pas la rente.

- L'élite intellectuelle : les producteurs d'idées

Qu'il s'agisse des universitaires, journalistes, leaders d'opinions, au Cameroun, cette élite a joué un rôle clé dans les années 1990 : journaux d'opposition, conférences, constitution de 1996. Mais elle est restée marginale face à l'élite d'Etat. Toutefois, au Cameroun l'élite intellectuelle accède rarement au pouvoir politique directe. Elle conseille ou conteste, mais elle n'administre pas. La barrière ENAM/ Réseaux reste forte. La crise de ces grilles aujourd'hui réside dans leur centralité, leur caractère monolithique et leur aveuglement au changement générationnel. En effet, elles pensent l'élite seulement dans la capitale politique Yaoundé, or l'élite locale (maires et chefs traditionnels) pèse de plus en plus. Par ailleurs, elles décrivent l'élite au singulier, or désormais on parle des élites au pluriel. Enfin, ces grilles restent obsolètes par rapport au contexte, elles datent des années 1970.

II- Mutations et recompositions de l'élite depuis 1990

II-1- Pluralisation des élites : du concours ENAM à l'entrepreneuriat et aux réseaux sociaux

Le tournant des années 1990 brise le monopole de l'ENAM sur la production de l'élite politique. Trois chocs convergent : l'ajustement structurel qui affaibli l'Etat, l'ouverture politique qui crée des espaces de contestations, et la mondialisation qui ouvre des voies d'ascension hors de la capitale Yaoundé.

- La fin du monopole de l'ENAM

Avec la crise économique et les programmes d'ajustement structurels, l'Etat recrute moins. Le concours de l'ENAM reste prestigieux mais ne garantit plus un poste ministériel automatique. Parallèlement, les écoles privées, des formations à l'étranger, des parcours atypiques émergent. Le résultat est qu'on voit arriver à l'assemblée ou dans les cabinets ministériels des profils qui n'ont jamais fait l'ENAM. Avocats formés, ingénieurs, diplômés des grandes écoles et universités du monde. L'élite politique se retrouve désormais à tous les niveaux.

- L'irruption de l'élite économique privée

La libéralisation crée des milliardaires hors Etat. Secteur Bâtiment et Travaux Publics (BTP), télécoms, agro-industrie, import-export. Ces acteurs n'ont pas attendu un poste de ministre pour peser. Ils financent des campagnes, tiennent des médias, placent des proches. Certains deviennent députés ou sénateurs. L'élite politique devient hybride d'autant plus que les élites économiques privées s'imposent comme contre-pouvoirs Chabal et Daloz, (1999). On est homme politique et homme d'affaires. La frontière entre l'Etat et le marché s'efface.

- L'élite numérique et de l'influence

Depuis 2010, Facebook, tiktok et bien d'autres, créent une nouvelle porte d'entrée. Journalistes web, blogueurs, activistes, humoristes engagés deviennent des faiseurs d'opinions que l'élite traditionnelle ne peut plus ignorer. Ils n'ont pas de portes feuilles ministériels, mais ils ont cinq cent mille abonnés. Le pouvoir leur répond, les invites sur les plateaux, parfois les cooptent. Légitimité par le diplôme contre légitimité par les vues : la compétition est ouverte.

La conséquence est que, on n'a plus l'élite, mais des élites qui coexistent et se concurrencent, à savoir : l'élite d'Etat classique, constituée des fruits de l'ENAM, des cadres du parti au pouvoir et des hauts cadres du gouvernement et de l'administration. L'élite économique, formée des investisseurs et des patrons d'entreprises et structures. L'élite contestataire, faite des membres de l'opposition, la société civile, la diaspora, les logiques de mobilisation. L'élite générationnelle, formée des députés jeunes, les conseillers municipaux jeunes, les influenceurs.

Cette pluralisation pose une question centrale, celle de savoir qui a le dernier mot ? Le ministre sorti de l'ENAM ou le jeune député qui n'a jamais foulé cette grande école et qui mobilise la rue à partir des réseaux sociaux ? L'homme d'affaire influent ou le préfet nommé par décret ? C'est cette concurrence entre logiques d'ascension qui redéfinit le jeu politique camerounais.

II-2- Transnationalisation : l'élite extravertie et le poids de la diaspora

Si l'élite se fabriquait à l'ENAM, l'élite politique camerounaise d'aujourd'hui se fabrique aussi dans la diaspora. Jean-François Bayart parlait de politique extravertie pour l'Afrique : les élites

tirent une part croissante de leurs ressources hors de leurs frontières Bayart, (2004). Le Cameroun en est l'illustration parfaite.

- La diaspora comme vivier et contre-pouvoir

Des millions de camerounais vivent à l'étranger. Parmi eux se trouvent des universitaires, avocats, consultants, élus locaux de la diaspora. Certains rentrent et deviennent ministres, députés, conseillers techniques. Ils ont comme atouts leur double culture, les réseaux internationaux mais aussi les capitaux. Ils appartiennent à des partis d'opposition et ont des fédérations diaspora très actives qui financent et influencent les stratégies Mbouombouo et Sindjoun, (2005). Leur handicap est surtout celui de leur déconnexion du terrain. Toutefois ils ont un poids politique considérable et non négligeable. A l'inverse, la diaspora est aussi un contre-pouvoir. Les mobilisations contre les biens mal acquis partent de la diaspora Ndjio, (2009). L'élite politique en place doit désormais composer avec une opinion camerounaise qui ne vit pas au Cameroun.

- Double nationalité et stratégie de mobilité

De plus en plus de cadres politiques ont des passeports multiples. Formation des enfants à l'étranger, comptes bancaires hors du Cameroun, résidence secondaire. Cette mobilité est une assurance-vie politique et économique. Elle crée des élites transnationales : celles-ci gouvernent au Cameroun mais leurs intérêts et leur sécurité sont éclatés entre plusieurs Etats. La conséquence politique dans ce contexte est l'arbitrage difficile entre les intérêts nationaux et les logiques personnelles transnationales.

- Financement et réseaux internationaux

Aucune grande campagne électorale, aucun projet d'influence ne se montre aujourd'hui sans capitaux extérieurs. Diaspora, ONG internationales, lobbies, fondations, nouveaux partis politiques, presse libre créent d'autres scènes de légitimation Pommerole, (2008). L'élite politique camerounaise doit négocier avec la banque mondiale, l'UE, la chine, mais aussi avec ses frères du village à l'étranger qui financent le meeting. Le pouvoir ne se mesure plus seulement au nombre de ministères contrôlés, mais à la capacité de mobiliser des réseaux hors du Cameroun. Un député sans carnet

d'adresses dans le monde entier est un député faible. Le bilan de cette transnationalisation est que : l'élite politique camerounaise n'est plus territoriale, elle est réticulaire. Elle vit entre deux aéroports, ce qui change tout car :

- Les critères de légitimité se déplacent, parler anglais et français ne suffit plus, il faut parler Banque Mondiale et réseaux sociaux.

- La redevabilité se dédouble, l'élite doit rendre des comptes au pouvoir central, mais aussi à sa base diaspora qui la finance.

- L'Etat perd le monopole, il ne produit plus seul l'élite. Le marché international la produit aussi.

II-3- Nouvelles voies d'ascension : sport, religion, entrepreneuriat et ONG

L'ENAM était l'autoroute unique vers l'élite politique avant 1990. Aujourd'hui il y'a plusieurs pistes, plus rapides mais moins codifiées. Le pouvoir politique ne se conquiert plus seulement par le concours et le parti politique : il se gagne également par la notoriété, la foi, l'argent ou l'action humanitaire.

- Le sport et la culture comme tremplin politique

Au Cameroun, être champion donne une légitimité instantanée. Samuel Eto'o, Francis Ngannou ou Charlotte Mbango sont écoutés dans leurs prises de position au même titre que celles des ministres, parce qu'ils incarnent la réussite et la fierté nationale. Plusieurs anciens lions indomptables sont devenus maires et conseillers régionaux à cause de leurs prestations footballistiques. L'Etat lui-même coopte régulièrement ces sportifs à travers des médailles d'honneur, de valeur et de mérite, et leur octroie de plus en plus des postes honorifiques.

La musique et l'humour suivent la même logique. Un artiste qui accumule des foules par ses chansons ou par son humour a plus d'audiences qu'un discours officiel. L'élite politique doit donc composer avec ces élites de notoriété qui n'ont pas fait de politique mais qui font l'opinion.

- La religion : de la chaire au palais

Les églises évangéliques et les grandes mosquées sont devenues des fabriques d'élites. Pasteurs, imams, leaders charismatiques mobilisent des milliers de fidèles. Leur influence politique est directe et s'inscrit dans la montée du pentecôtisme charismatique en Afrique Meyer, (2004) : consigne de vote, financement, accès aux populations. Certains pasteurs occupent des postes politiques. L'Etat négocie avec eux, car ils contrôlent une part du vote et de la paix sociale. Toutefois, la limite de cette élite religieuse est qu'elle joue sur deux tableaux, notamment : le service social d'un côté, accumulation et influence politique de l'autre. Elle brouille alors la frontière entre spirituel et politique.

- Entrepreneuriat, ONG et soft power

Avec le retrait de l'Etat des années 1990, les ONG et les entrepreneurs sociaux ont pris de la place. Fondations, projets de développement, incubateurs. Leurs dirigeants sont invités aux tables rondes ministérielles, où ils conseillent l'Etat sur la SND30, le numérique, le climat. Ils n'ont pas de cartes d'un parti politique, mais ils ont l'expertise et les financements des bailleurs de fonds. De même, les jeunes entrepreneurs du digital, de l'agro business, de la fintech créent une élite de la performance. Ils ne demandent pas de postes au gouvernement, mais ils sont appelés lors des forums, les conseils. Leur légitimité se fait par leurs résultats sur le terrain et non par l'appartenance politique à tel ou tel parti. Au total, l'élite politique camerounaise est plus diverse qu'en 1980, mais elle reste élitiste. Elle recrute juste selon d'autres règles.

III- Enjeux d'une redéfinition : pouvoir, responsabilité et développement

III-1- Gouvernance et captation des ressources : la persistance de la « politique du ventre »

Repenser l'élite politique camerounaise ne sert à rien si on ne pose pas la question centrale : à quoi sert-elle ? Depuis (Bayart, 1993), la politique du ventre désigne cette logique où l'accès à l'Etat sert d'abord à accumuler des ressources. Pétrole, bois, ports autonomes, marchés publiques ; l'Etat reste le principal distributeur de richesse Koning, (2005). Cette logique n'a pas disparue avec la pluralisation des élites. Elle s'est adaptée.

- L'Etat-rente comme cœur du système

Pétrole, bois, ports, marchés publics, foncier urbain : l'Etat reste le principal distributeur des richesses au Cameroun. L'élite politique, qu'elle soit de l'ENAM ou issue de l'entrepreneuriat, tourne autour de ces robinets. Un ministère « régalien » ou « souverain » donne moins de pouvoir réel qu'un ministère technique avec gros budget. C'est le cas du ministère des travaux publics et du ministère des finances. Même les nouvelles élites économiques finissent par graviter vers l'Etat. Un patron de BTP devient député pour sécuriser ses marchés. Un influenceur est nommé conseiller pour faciliter ses partenariats. La rente attire et formate tout le monde.

- La redistribution clientéliste et le développement public

L'élite politique camerounaise fonctionne sur deux registres. D'abord vers l'Etat central à travers la logique de performance, de rapports, de SND30. Enfin vers sa base à travers la logique de redistribution. Mon village, mes frères, mon association. Route du village, bourses, dons lors des funérailles. Ce n'est que de la corruption. C'est un système de légitimité. L'électeur ne vote pas un programme, il vote celui qui donne. L'élite politique est donc prise au piège : si elle ne redistribue pas, elle perd sa base. Si elle redistribue trop, elle n'investit pas dans le long terme. D'où les routes qui se dégradent aussitôt après l'inauguration.

- L'impératif de développement : discours contre pratique

Depuis 2016, le Cameroun se pense à travers la SND30 « Cameroun pays émergent à l'horizon 2035 ». L'élite politique porte ce discours. Mais dans les faits, trois freins persistent, notamment :

- L'horizon électoral de sept ans écrase l'horizon 2035. On inaugure, on ne planifie pas.
- Les projets structurants sont aussi des opportunités d'affaires. Chacun veut son pourcentage. Le cout des infrastructures explose.
- L'élite décide depuis le centre politique qui est la capitale, de problèmes qu'elle vit mal. L'eau, les embouteillages, l'insécurité sont des concepts de réunion plus que les urgences vécues dans les régions.

Le paradoxe actuel est que c'est cette élite politique qui est plus diplômée, plus connectée, plus diverse qu'avant. Mais elle peine à transformer la ressource humaine du pays en développement massif. La pluralisation n'a pas cassé la logique de captation. Elle l'a élargie à de nouveaux acteurs. On en arrive alors à se demander s'il est possible que l'élite politique camerounaise cumule pouvoir et éthique de responsabilité ?

III-2- Rapport aux territoires et aux « sans-élites » : crise de légitimité et demande de redevabilité

Avec la pluralisation, l'élite politique camerounaise a gagné en diversité. Mais elle a perdu en proximité. Entre les capitales politiques et économique Yaoundé et Douala, et les capitales occidentales, le lien avec la base s'est distendu. Le résultat est celui de la crise de légitimité que même les réseaux sociaux ne parviennent plus à masquer.

Il existe en effet une distance entre les villes capitales et le Cameroun profond. L'élite politique vit à 80% dans la capitale mais elle légifère sur l'agriculture, l'élevage alors qu'elle n'a pas mis les pieds dans un champ ou dans une ferme depuis une vingtaine d'années. Elle vote le budget des routes mais prend l'avion pour éviter les nids de-poule sur son trajet. Ce décalage crée ce que les populations appellent « l'élite parachutée ». Nommée ministre, directeur, sénateur, mais inconnu dans sa région d'origine. Cette élite ne reviens vers sa base que les veilles des élections pour faire des promesses, redistribue, puis rentre dans la capitale. Le Cameroun profond le ressent comme du mépris. D'où l'abstention, d'où la montée des mouvements contestataires locaux.

Au niveau de la demande de redevabilité, les jeunes, les moto-taximen, les commerçantes des marchés, les diplômés au chômage ne demandent plus seulement des dons. Ils demandent des comptes. Notamment sur les promesses faites pendant les campagnes : hôpitaux, routes… cette manière de regarder la politique venant du bas est véritablement nouvelle et impacte sur l'élite politique aujourd'hui. Car, avant les années 2000, l'élite ne rendait des comptes qu'au chef de l'Etat. Aujourd'hui elle doit aussi rendre des comptes aux populations, mais surtout aux réseaux sociaux. Les opérations camerounaises, « où est l'argent ? », ou les vidéos virales dénonçant les routes détruites montrent que les

« sans-élites » ont compris leur pouvoir : celui de l'exposition publique. L'élite politique ne contrôle plus à elle seule le récit. Aujourd'hui, les accusations sont portées vers « les élites » en général, dans une logique que Mbembe, (2001) décrit comme la crise de l'imaginaire postcolonial. Les jeunes et les réseaux sociaux incarnent cette nouvelle demande de redevabilité face à une élite perçue comme déconnectée Cheeseman, (2015).

Pour ce qui est des chefs traditionnels, maires, élites locales, ils restent des intermédiaires fragilisés. En effet, entre l'élite nationale et la base, il y'avait les chefs de village, les maires, les parlementaires. Ces intermédiaires perdaient déjà de leur poids face à l'Etat central. Avec la décentralisation et les régions, le jeu se complique. Le maire a des compétences mais pas de budget. Le député a du budget, mais pas de compétences directes. Résultat : la population ne sait plus à qui demander quoi, et l'élite nationale en profite pour garder la main. Mais cette confusion alimente aussi la colère. Quand il y'a manque d'eau, on n'accuse plus l'Etat, on accuse les élites en général.

Ainsi, l'élite politique camerounaise souffre d'un déficit de confiance plus que d'un déficit de compétences. Elle sait écrire la SND30, mais elle ne sait plus parler aux moto-taximen sans micro et sans protocole. On en arrive alors à se demander s'il est possible d'inventer une nouvelle éthique de l'élite, et si oui, vers quoi doit tendre une élite politique camerounaise « repensée » pour 2035 ?

III-3- Pistes pour repenser : vers une élite de service public, de circulation et de responsabilité

Si l'élite politique camerounaise reste bloquée entre héritage colonial, logiques de réseaux et impératifs de développement, alors « repenser » veut dire poser de nouvelles règles du jeu. Pas pour faire la morale, mais pour créer les conditions d'une élite plus légitime et plus efficace face à 2035. Pour cela quelques préalables méritent d'être relevés :

- Vers une élite de service public : la question de l'éthique

Le modèle ENAM formait des administrateurs. Il faut désormais former des « serviteurs publics ». Cela passe par les trois leviers que sont, La formation : il est crucial d'intégrer à l'ENAM et dans les grandes écoles des modules d'éthique, de gestion territoriale,

d'écoute citoyenne. Un future ministre doit passer un certain temps en stage dans une commune rurale, pas seulement à la primature. La transparence : la déclaration de patrimoine crédible doit être de rigueur, tout comme la publication des contrats publics, ainsi que la reddition de comptes locale. La diaspora et les jeunes demandent de la traçabilité, pas seulement des discours. L'exemplarité : l'élite ne sera crue sur le développement que si elle vit comme elle décide. Cela doit être objectivable au niveau des hôpitaux publics, écoles publics, routes nationales. Le symbole compte autant que la loi.

- Vers une élite de circulation : casser le verrouillage générationnel

Pareto, (1999) parlait de « circulation des élites », pour expliquer que les sociétés sont toujours dirigées par une élite, mais cette élite se renouvelle ou meurt. Quand elle se ferme, elle est renversée par une contre-élite. Par conséquent, l'histoire comme il le souligne, est un cimetière d'aristocraties. Au Cameroun, le blocage vient justement du fait que les mêmes noms gouvernent depuis 40 ans et cette situation semble inquiéter personne, sinon ceux qui ne gouvernent pas. Repenser signifie alors organiser le renouvellement à trois niveaux, Le quota générationnel **:** pas une loi, mais une pratique politique. Intégrer systématiquement la jeunesse de la quarantaine et moins dans les listes, les cabinets, les conseils d'administration, le gouvernement. Un diagnostic au vitriol de l'élite dirigeante au Cameroun depuis les indépendances démontre clairement que celle-ci est vieillissante, sclérosée et déconnectée. Cette situation est un frein majeur au développement Tedga, (2018). Les ponts entre élites : faire dialoguer l'élite ENAM, l'élite diaspora, l'élite entrepreneuriale, l'élite associative, l'élite réseaux sociaux. Le Cameroun a besoin de tous pour réussir 2035. Aujourd'hui elles se regardent en chiens de faïence. Valoriser l'échec et l'alternance : une élite qui ne quitte jamais le pouvoir meurt de sclérose. Il faut accepter que perdre une élection ou quitter un ministère ne soit pas une mort politique, mais une rotation normale.

- Vers une élite de responsabilité : lier pouvoir et résultats

La légitimité de demain ne viendra plus du diplôme ni du réseau uniquement, mais des résultats concrets. L'élite politique camerounaise doit accepter trois principes, La territorialisation **:**

chaque élite nationale doit avoir « un ancrage » locale claire. Pas juste un village d'origine, mais un projet territorial qu'elle suit sur une dizaine d'années. La SND30 doit se lire dans chaque région. La redevabilité : l'élite doit faire un bilan public annuel devant sa base, pas seulement devant le chef de l'Etat. Les conseils municipaux et régionaux doivent devenir de vraies arènes de contrôle citoyen. Le patriotisme économique : avoir des comptes à l'étranger n'est pas un crime. Mais une élite qui ne réinvestit rien au Cameroun perd sa crédibilité morale. L'impératif 2035 exige des capitaux et compétences qui restent. Repenser l'élite politique camerounaise, ce n'est certainement pas la diaboliser ni l'idéaliser. C'est accepter qu'elle est multiple, et lui donner un cap commun : servir. Sans cette boussole, la pluralisation va juste multiplier les logiques de captation au lieu de multiplier les solutions.

Conclusion

Repenser l'élite politique au Cameroun, ce n'est pas annoncer sa fin. C'est constater sa métamorphose. L'élite héritée du moule colonial et de l'ENAM existe toujours : elle structure l'Etat, contrôle les ministères clés, et incarne la continuité. Mais elle ne monopolise plus le pouvoir. Depuis 1990, elle cohabite avec une élite économique privée, une élite diaspora transnationale, une élite numérique influente, et une élite générationnelle qui force les portes. Cette pluralisation a deux conséquences majeures. D'un côté, elle ouvre le jeu politique, de l'autre, elle complique la gouvernance, notamment avec la même persistance de la « politique du ventre ». L'élite est devenue plus diverse, mais pas encore plus redevable. L'enjeu des dix prochaines années, à l'horizon de la SND30 et du « Cameroun 2035 », n'est donc plus de savoir « qui est l'élite ». L'enjeu est de savoir « quelle élite pour quel projet ». Le Cameroun n'a pas besoin d'une élite parfaite. Il a besoin d'une élite qui accepte de passer de la logique d'Etat à la logique de service public, de la cooptation fermée à la circulation générationnelle, et de la redistribution clientéliste à la redevabilité territoriale. Toutefois, l'élite camerounaise actuelle est-elle prête à se réinventer avant d'être réinventée par la pression de sa base ? Repenser l'élite politique camerounaise, c'est finalement repenser le pacte entre ceux qui décident et ceux qui subissent les décisions. Sans ce nouveau pacte, l'élite restera riche en diplômes mais

pauvre en légitimité. Avec ce pacte, elle peut redevenir ce qu'elle était sensée être à l'indépendance : une minorité au service de la majorité. La portée utilitaire de cette étude réside alors dans cette interpellation à une réinvention de l'élite politique camerounaise qui doit devenir une élite du service public.

Références bibliographiques

BAYART Jean-François, 1993. *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Fayard.
BAYART Jean-François, 2004. *Le gouvernement du monde : Une critique politique de la globalisation*, Fayard.
CHABAL Patrick et DALOZ Jean-Pascal, 1999. *Africa Works : Disorder as Political Instrument*, James Currey Indiana University Press.
CHEESEMAN Nic, 2015. *Democracy in Africa : Successes, Failures, and the Struggle for Political Reform*, Cambridge University Press.
KONING Piet, 2005. *Anglophone Crisis and the Politics of the Anglophone Problem in Cameroun*, African Studies Centre, Leiden.
MBEMBE Achille, 2005. *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Karthala.
MBOUOMBOUO Pierre et SINDJOUN Luc, 2005. *La diaspora camerounaise : Entre logiques d'intégration et enjeux de développement*, L'Harmattan.
MEDARD Jean-François, 1991. *États D'Afrique noire : Formations, mécanismes et crises*, Karthala.
MEYER Birgit, 2004. *Christinity in Africa : From African Independent to Pentecostal-Charismatic Churches*, Palgrave Macmillan.
NDJIO Basile, 2009, « Masons and Witch Doctors : Popular Constructions of the Political Elite in Postcololonial Cameroon » Journal of African Cultural Studies, Vol. 21, N°1.
PARETO Vilfredo, 1999. *Traité de sociologie générale*, Droz.
POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, 2008, « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime post-autoritaire et militantisme extraverti », Politique africaine, N°113.
SINDJOUN Luc, 1999. *Sociologie des relations internationales africaines*, Karthala.

TAKOUGANG Joseph et KRIEGER Milton, 1998. *African State and Society in the 1990s: Cameroon's Political Crossroads*, Weqtview Press.
TEDGA Jean-Marie, 2018. *Le Cameroun : l'émergence en question*, Paris : L'Harmattan.